



Économie sociale/ESS

5000 À 8000 €

Montant de l'aide ponctuelle du fonds UrgencESS mis en place pour les structures de l'ESS de moins de 10 salariés (Secrétariat d'Etat à l'Economie sociale, solidaire et responsable)

42,1%

En 2020, le taux de confiance des français dans les mutuelles pour améliorer leurs conditions de vie, en progression de 1,4% sur un an (Baromètre MGEN/Solidaris « Confiance et bien-être 2020 »)

Protection sociale

50%

La part que les mutuelles représente dans le marché de l'assurance-santé en France contre 33% aux sociétés d'assurances et 17% aux institutions de prévoyance. Ce chiffre était de 61% en 2001. (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, Ministère de la Santé, Janvier 2021)

5,5 M

Le nombre de personnes concernées par la réforme de la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique (Rapport inter-inspections IGAS, IGF, IGA sur la protection sociale des fonctionnaires)

2,6%

Hausse tarifaire des mutuelles santé en 2020 (Mutualité Française, Janvier 2021)

Travail

13%

Le nombre de salariés aidants déclarant avoir fréquemment des difficultés à concilier travail et obligations familiales (Etude Kantar/Malakoff Médéric)

41%

La part des salariés estimant avoir été victime de discriminations sur leur lieu de travail en 2020 (Baromètre du Défenseur des droits de la perception des discriminations dans l'emploi)

6 SUR 10

En dépit des injonctions gouvernementales, la proportion de salariés à avoir continué à se rendre sur le lieu de travail durant le deuxième confinement (Etude Microsoft BVA)

250 M

Le nombre d'emplois à temps plein perdus à travers le Monde en 2020 du fait de la pandémie de COVID-19 (Organisation internationale du Travail)

32 M

Part des particuliers ayant travaillé depuis leur domicile en Europe au moins une fois par semaine dans l'UE en 2018... 2020 devrait voir ce chiffre explosé (Banque Centrale européenne)

Perspectives économiques

-39,5%

Les défaillances d'entreprises (15,108 faillites observées) ont nettement reculé en 2020 du fait des mesures gouvernementales comme les prêts garantis (Banque de France)

50.000

Le nombre d'entreprises qui pourraient faire faillite en France en 2021 (Etude de l'assureur crédit Euler Hermès)

3 900 MDS

L'augmentation de la fortune des milliardaires dans le Monde en 2020 d'après (OXFAM)

10 À 18%

La perte d'activité que pourrait connaître la France dans la perspective d'un troisième confinement (Ministère des Finances)

8,3%

La baisse du PIB français en 2020, soit la baisse la forte jamais enregistrée depuis 1945 (Insee)

10 ANS

Le nombre d'années qu'il faudra aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts de la pandémie (OXFAM)

1000 MDS

Depuis mars 2020, le montant des aides versées en Allemagne sous formes de chômage partiel, de prêts ou d'aides directes aux entreprises (Banque fédérale d'Allemagne)

Société

250 M

Le nombre d'allocataires du RSA en France fin 2020. Un chiffre en augmentation de 8,5% par rapport à fin 2020 (Drees)

55,5%

L'indice global de bien-être des français en 2020, en recul de deux points par rapport à 2019. (Baromètre Solidaris/MGEN « Confiance et bien-être 2020 »)

38%

La part des citoyens de l'UE à se déclarer en faveur de l'Union européenne tout en souhaitant une réforme profonde de son fonctionnement (Eurobaromètre, Commission européenne, Janvier 2021)

9%

L'augmentation du taux de mortalité en France en 2020. La France n'a jamais connu autant de morts depuis 1945 (Insee)

Ça, c'est dit !

« La crise de Covid19 a montré la nécessité d'un investissement social accru et d'une amélioration de nos services sociaux afin d'apporter plus d'équité et de justice dans nos sociétés ». (Oliver Ropke, Président du groupe des travailleurs au Comité économique et social européen, 26 janvier)

« La privatisation progressive des soins de santé dans l'UE, assortie de politiques d'austérité, a contribué à une augmentation du nombre de décès dus au COVID-19 » (Rapport centre de recherche Corporate Europe Observatory, janvier 2021)

«Le frein à l'endettement» inscrit dans la Constitution nationale et qui limite strictement les possibilités de déficit budgétaire, «ne sera pas respecté dans les années à venir, même avec une discipline de dépenses par ailleurs stricte » (Helge Braun, chef de la chancellerie allemande qui appelle à un amendement à la loi fondamentale allemande en matière budgétaire)

